BRIGADES ROUGES Avril 75.

RESOLUTION DE LA DIRECTION STRATEGIQUE

IMPERIALISME ET INTERNATIONALISME PROLETARIEN

"Les Etats-Unis ont choisi d'être l'ennemi mortel de tous les gouvernements populaires, de toutes les mobilisations de la conscience socialiste scientifique partout dans le monde, de tous les mouvements anti-impérialistes de la terre. Leur histoire dans les cinquante dernières années et plus, les caractéristiques intrinsèques de leurs structures fondamentales, leur dynamique politique, économique et militaire, font des Etats-Unis le prototype de la contre-révolution fasciste internationale".

George L. Jackson

Nous commençons ce texte par une citation du grand combattant afro-américain assassiné par les gorilles impérialistes dans la prison de S. Quentin parce qu'elle saisit dans son essentiel le coeur d'une question fondamentale pour nous : la question de l'impérialisme.

On peut résumer les termes généraux du problème de la façon suivante.

L'impérialisme est un système de domination mondiale au centre duquel se trouvent les Etats-Unis, au milieu desquels siègent les grandes compagnies multinationales et leurs intérêts.

Au cours des années, ce système s'est articulé et stratifié en zones fonctionnelles de production et de consommation qui sont en même temps des zones politiques et militaires.

Les pays du "vieux Continent" composent une importante aire économique, politique et militaire de l'impérialisme. Cette aire, d'un point de vue capitaliste substantiellement homogène, est définie en termes stratégiques comme "système démocratique occidental".

Récemment, après la victorieuse lutte de libération du Viêtnam et du Cambodge, après la crise de Chypre et du Moyen-Orient, ce "système" avec le Japon, est devenu le banc d'essai du système impérialiste tout entier.

Cela veut dire que c'est principalement en Europe que se joueront toujours plus la permanence et le bouleversement des équilibres mondiaux sanctionnés par la deuxième guerre mondiale.

En d'autres termes, l'unité économique politique et militaire, sous le signe atlantiste, de cette zone, est décisive pour les Etats Unis. Et c'est à un tel point qu'il n'est pas du tout hasardeux de soutenir que du point de vue "amérikain" (qui n'est pas seulement celui des U.S.A. mais aussi celui de ses alliés atlantistes), le "système démocratique occidental" constitue dans cette conjoncture une totalité stratégique (politique, économique, militaire) qui n'admet pas de mutilations et ne tolère pas de modifications de

substance.

L'Italie, en tant que composante organique de ce système et donc du système impérialiste mondial dirigé par les U.S.A., se trouve dans une position extrêmement importante parce que :

-- avec la crise de régime qui l'afflige, elle forme un facteur de crise du dispositif impérialiste tout entier ;

-- par la grande influence qu'a le P.C.I., elle constitue un point fort du dispositif social-impérialiste et après les récents évènements portugais, cela n'est pas négligeable ;

-- par l'énergie assez importante du mouvement révolutionnaire, elle peut se transformer en une zone révolutionnaire explosive de l'Europe.

Cette situation est très favorable pour les forces révolutionnaires de notre pays car, au niveau mondial, l'impérialisme est secoué de violentes convulsions et tout fait penser que le pire n'est pas encore arrivé. La crise qu'il traverse est sans aucun doute la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale, elle est en même temps économique, politique et militaire.

Economique parce que c'est une crise cyclique de surproduction en présence d'une inflation galopante et d'un désordre financier et monétaire jamais enregistré ; politique, puisqu'elle déchaîne les facteurs d'instabilité de certains régimes subalternes et attise la lutte ouvrière, prolétarienne et révolutionnaire des classes opprimées tant aux U.S.A. qu'en Europe.

Militaire puisqu'elle détermine un décollement croissant de l'O.T.A.N. et la défection de certains pays importants.

Les luttes des peuples et des classes qui, avec une détermination révolutionnaire, ont opposé une résistance idéologique, politique et armée à ses prétentions hégémoniques planétaires, ont été une force de déchaînement de la crise.

Plus précisément, les contradictions qui ont contraint l'impérialisme à la "crise", à la défensive et donc à entrer dans la phase historique de sa dissolution sont au nombre de trois :

-- les pays qui luttent pour leur libération et pour le communisme ;

-- le social-impérialisme soviétique, lui aussi intéressé par le contrôle des zones stratégiques, le ratissage des matières premières, les nouveaux marchés et les débouchés pour ses investissements ;

-- les luttes ouvrières et la montée des guérillas prolétariennes dans ses centres industriels et métropolitains.

C'est la dialectique complexe entre ces contradictions qui pousse irréversiblement vers une redéfinition des rapports de force entre impérialisme, social-impérialisme et forces révolutionnaires et donc qui alimente, dans le monde capitaliste occidental en général, et en Italie en particulier, des conditions objectivement favorables à la croissance de l'initiative ouvertement révolutionnaire.

Il appartient aux classes révolutionnaires et à leurs avant-gardes politiques et militaires de saisir l'occasion.

Sur la scène européenne, l'impérialisme réagit à sa crise en poursuivant trois objectifs fondamentaux :

-- favoriser un processus de contre-révolution globale et ouverte contre toute force antagoniste,

-- mesurer de nouveau à l'intérieur de chaque pays la force de la classe ouvrière et rétablir des rapports de force favorables aux classes dirigeantes locales "assurément atlantistes",

-- décourager les velléités autonomistes qui ont fait leur chemin dans certains pays pour les reconduire sous "l'aile américaine".

Manoeuvres économiques et services secrets travaillent assidûment dans cette perspective. L'utilisation de "la crise du pétrole" en est le dernier exemple même si, à l'épreuve des faits, il s'est montré une arme à double tranchant.

En effet, si d'un côté, l'inflation sauvage, la récession économique et le danger d'une vraie dépression ont permis le chantage politique ("si vous voulez combler le déficit pétrolier et remettre en ordre, au moins en partie, les balances des paiements avec nos emprunts, il faut liquider sans hésitation les poussées 'communistes' qui érodent à la base la stabilité des régimes politiques") ; de l'autre côté, ils ont rendu plus aigues les tensions de classe et ainsi favorisé les poussées révolutionnaires. Toutefois, il apparaît clairement que "crise de l'impérialisme", dans l'immédiat, ne signifie pas "effondrement" mais contre-révolution impérialiste globale, c'est-à-dire :

a) restructuration des modèles économiques de base ;

b) restructuration rigidement planifiée des fonctions économiques à l'intérieur d'une division internationale du travail et des marchés ;

c) réajustement des structures institutionnelles, militaires et étatiques des régimes moins stables et plus menacés dans le cadre de l'ordre impérialiste.

Affirmer que l'Italie est le faible maillon du "système démocratique occidental" veut donc aussi dire que c'est le pays où la contre-révolution se déchaînera le plus fort et le système impérialiste entier assumera la responsabilité de ce processus. Cela signifie que le prolétariat italien, à mesure que la guerre de classe s'intensifie dans le pays ne se retrouvera pas seul pour "régler ses comptes" avec son ennemi interne, mais bien avec l'entière organisation économique, politique et militaire de l'impérialisme.

Cela veut dire, plus généralement, que la guerre de classe révolutionnaire dans les métropoles européennes est immédiatement, aussi, guerre de libération anti-impérialiste, parce que l'émancipation d'un peuple dans un contexte impérialiste doit affronter la répression impérialiste.

Il n'existe pas de "voies nationales" au communisme, parce qu'il n'existe pas actuellement de possibilité de se soustraire de façon singulière au système de domination impérialiste. Face à la demande de pouvoir qui est à la base des mouvements des forces communistes qui oeuvrent sur le continent européen, la contre-révolution impérialiste assume une spécificité différente seulement par la forme et l'intensité, pas par la qualité. Quelle différence y a-t-il entre

la C.D.U. et la D.C. ? Strauss est bien semblable à Fanfani !

Pour cet ensemble de motifs, l'internationalisme prolétarien est notre premier étendard de lutte ; la zone continentale est le décor général dans lequel sont étudiées "les lois de la conduite de la guerre qui influent sur la situation d'ensemble de la guerre" ; le territoire national est le théâtre opérationnel de notre guérilla ; les pôles de classe industriels et métropolitains, les points de force et d'irradiation de la guerre civile révolutionnaire.

ASPECTS ECONOMIQUES DE LA CRISE DE REGIME

Si l'on admet que la crise est le résultat de la contradiction qui a opposé les forces productives aux rapports de production capitalistes, donc de l'antagonisme exprimé continuellement par les luttes ouvrières des six dernières années, on en voit la spécificité économique.

La crise économique actuelle présente trois caractères principaux :

-- c'est une crise de surproduction ou mieux de sous-consommation : après la forte expansion des années 50/60 (miracle économique), nous sommes entrés dans une phase caractérisée par un fort déséquilibre entre la quantité de marchandises produites ou productibles et l'absorption du marché. Ceci est l'aspect historique de la crise actuelle ;

-- c'est une crise en présence d'une forte augmentation des matières premières, dont le pétrole. Ceci a pour effet que, dans la mesure où le prix des machines augmente, en conséquence de l'augmentation du prix, soit des matières premières qui les composent, soit des matières premières auxilliaires à leur fonctionnement, le taux moyen de profit diminue proportionnellement.
L'augmentation du coût des matières premières produit en outre la réduction ou l'arrêt du processus entier de reproduction du capital, soit parce que le produit de la vente des marchandises est insuffisant pour reproduire tous les éléments constitutifs de la marchandise elle-même, soit parce que la continuation du processus reproductif à une échelle correspondant à son élargissement technique est impossible ;

-- c'est une crise en présence d'une forte chute du taux moyen de profit. Ceci est l'aspect spécifique de la crise économique actuelle.

Il est important d'analyser les conséquences que cette forte chute du taux moyen de profit a produit et produira sur la structure économique et politique du système. Si la chute tendancielle du taux moyen de profit est une caractéristique fondamentale du processus capitaliste (d'autant plus que le capital constant tend toujours plus à augmenter par rapport au capital variable) en Italie dans cette dernière décennie (1966-1974) cette chute tendancielle a subi un processus d'accélération notable dû surtout au violent jaillissement de l'industrie chimique comme industrie impérialiste multinationale (Montedison). L'industrie chimique est caractérisée en effet par un taux de plus-value élevé (c'est-à-dire hautes valeurs de la productivité pour chaque ouvrier), mais par un taux moyen de profit très bas.

Ceci entraîne qu'il est de plus en plus difficile pour un capitaliste dans la chimie de repérer à l'intérieur même du processus de production les capitaux nécessaires à la restructuration technologique, et il doit recourir à l'endettement. Mais, étant donné la grande quantité de capital financier, il devient de plus en plus dur de ratisser ces fonds à l'intérieur du marché financier privé (finance privée et actionnariat), c'est pourquoi il doit recourir aux emprunts d'Etat. Dans ces conditions, apparaît pour le capitaliste de la chimie la nécessité d'établir de bons rapports avec l'appareil d'Etat pour obtenir ces prêts aux conditions les plus avantageuses.

De là à transformer l'appareil d'Etat en une structure étroitement subordonnée à ses exigences de développement, il n'y a qu'un pas et il est même absolument nécessaire.

L'Etat assume donc, dans le camp économique, les fonctions d'une grosse banque au service des grands groupes impérialistes multinationaux.

Du moyen par lequel l'Etat/banque ramasse "au niveau social" ces capitaux nécessaires (qui ne sont autres que la plus-value globale "assignée" aux multinationales) naît le fort processus inflationniste caractéristique du développement capitaliste actuel, dominé par les grands groupes impérialistes multinationaux.

Il est clair que le processus ici simplifié pour le secteur chimique, est valable pour tout autre secteur où domine la structure capitaliste multinationale (c'est-à-dire pour Montedison, comme pour Fiat, comme pour Pirelli) et pour toute fonction de l'Etat (économique, politique et militaire). L'Etat devient l'expression directe des grands groupes impérialistes multinationaux, avec un pôle national.

C'est-à-dire que l'Etat devient une fonction spécifique du développement capitaliste dans la phase de l'impérialisme des multinationales ; il devient : Etat Impérialiste des Multinationales.

Le capitalisme italien cherche donc à utiliser la crise actuelle pour construire l'Etat impérialiste des multinationales. Cela signifie aussi que l'Italie tente de rejoindre le modèle germano-américain.

MODIFICATIONS SUR LA COMPOSANTE DE CLASSE

Voyons les conséquences que la chute du taux moyen de profit produit sur la structure de classe.

Dans les secteurs où le taux de profit est très bas, on note une diminution absolue de la force-travail utilisée. Par exemple, pour la Montedison, dans les années 66-7I, dans le secteur chimique, on a des investissements en installations fixes pour 600 milliards, avec une augmentation notable par rapport aux années précédentes, et une diminution de la force-travail de 70.76I à 70.66I unités. Cette tendance est aussi plus que confirmée dans les quatre dernières années. D'autre part, le système capitaliste, aussi en tant que producteur de la marchandise force-travail, produit une forte augmentation de la population globale. Il suffit de penser que, vers I800, la population de la terre était évaluée à environ I milliard d'unités ; avec l'avènement du système capitaliste, on assiste en I50 ans à une multiplication par quatre de la population mondiale (actuellement nous en sommes autour de 4 milliards).

De cela, on peut tirer une généralisation : la chute tendancielle du taux moyen de profit produit une diminution de la force-travail utilisée par rapport à la population totale : c'est-à-dire que, face à une augmentation constante de la population totale, il n'y a pas une augmentation proportionnelle de la force-travail utilisée.

Nous avons dit précédemment que l'aspect scientifique de la crise économique actuelle est la forte chute du taux moyen de profit. Donc, on peut soutenir que la crise actuelle produira une diminution notable de la force-travail utilisée par rapport à la population globale.

Ce phénomène se développera de manière de plus en plus accélérée et sera une caractéristique constante de notre développement économique.

Tout ceci produit et produira sur la composante de classe des modifications stables que l'on peut schématiser ainsi.

Par rapport à la population globale, on aura :

a) une diminution continue des salariés ayant un emploi stable ;

b) une augmentation de "l'armée de réserve" (réservoir où puiser dans les moments d'expansion), c'est-à-dire des salariés ayant un emploi instable (voir actuellement l'utilisation de la Caisse d'Intégration) ;

c) une augmentation de cette partie de la population qui sera éjectée définitivement par le processus capitaliste (les marginaux).

Ce dernier phénomène ne s'était pas manifesté nettement jusqu'à présent grâce à l'émigration qui a signifié pour toute une période, le débouché à la surproduction de force-travail. Actuellement, étant donné la forte chute du taux moyen de profit, cette soupape de sécurité ne peut plus fonctionner. Les émigrés retournent chez eux pour repeupler le rang des chômeurs totaux ou partiels, c'est-à-dire, en définitive, des marginaux.

Par rapport aux comportements de classe, on peut formuler l'hypothèse suivante :

-- Salariés ayant un emploi stable --
Une partie de ceux-ci reflète le niveau de conscience immédiate qui est la défense de leur condition de salariés (salaire équitable). Ceux-là forment la base matérielle du réformisme.
Une autre partie, et c'est la couche la plus productive, celle dont l'exploitation s'accentue de plus en plus (travailleurs à la chaîne) développe une conscience révolutionnaire, c'est-à-dire l'abolition du travail salarié et la destruction de la société capitaliste.

-- les marginaux --
Les marginaux sont un produit de la société capitaliste dans sa phase actuelle de développement et leur nombre est en constante augmentation. Ils sont utilisés par la société capitaliste en tant que société de consommation, comme consommateurs. Ce sont toutefois des consommateurs sans salaire. De cette contradiction naît la "criminalité".

L'utilisation "économique" de la criminalité de la part du capitalisme réside dans le fait que celle-ci contribue à la destruction de la marchandise nécessaire pour continuer le cycle. Par exemple, on pourrait très bien construire des voitures à l'épreuve des voleurs, mais cela irait contre les intérêts de Fiat.

Une partie des marginaux reflète au niveau immédiat la conscience bourgeoise : individualisme extrême, aspiration à toujours "consommer" plus.

Une autre partie reflète la conscience révolutionnaire d'abolition de leur condition de marginaux, d'où l'abolition de la société fondée sur le travail salarié.

-- l'armée de réserve--
En ce qui concerne l'armée de réserve, les niveaux de conscience sont donnés par l'entrelacement des niveaux de conscience rencontrés parmi les salariés ayant un emploi stable et les marginaux.

LE PROJET POLITIQUE DEMOCRATE CHRETIEN

Si les années 70/74 ont été caractérisées par de fortes contradictions à l'intérieur de la bourgeoisie (par exemple : duel Montedison-Fiat), contradictions qui ont fendu verticalement la structure de l'Etat, des partis, des forces syndicales, la période actuelle semble caractérisée par une phase d' "armistice" entre les différents groupes capitalistes italiens : c'est-à-dire que face à l'aggravation de la crise, les différents groupes capitalistes ont serré les rangs. Armistice ne signifie cependant pas la fin des contradictions à l'intérieur du front bourgeois, cela signifie simplement un gel momentané de ces contradictions, gel qui se manifeste à travers un accord (lui aussi momentané) sur la répartition du pouvoir entre les groupes bourgeois les plus forts. C'est au moyen de cette clef qu'il faut interpréter l'accord au sommet de la CONFINDUSTRIA au printemps 74 (Agnelli président et Cefis vice-président), l'unité établie autour de Fanfani des plus forts courants D.C. (Fanfaniens, Dorotéistes, Andreottistes, etc...), l'actuelle composition et la fonction du gouvernement Moro. Penser que les contradictions qui divisent le front de la bourgeoisie sont des contradictions de caractère antagoniste serait donc une erreur.

Ce sont simplement des tactiques variantes du même projet : la construction de l'Etat Impérialiste des Multinationales.

L'essence du conflit inter-capitaliste se situe simplement en cela : quel sera le groupe impérialiste multinational qui, en guidant le projet de construction de l'Etat Impérialiste, s'assurera la part la plus grosse du pouvoir.

Le projet politique de la D.C., qui trouve en ce moment en Fanfani son interprète le plus autorisé, vise à faire de la D.C. elle-même, l'axe principal de ce projet d'Etat Impérialiste.

En se posant à tout moment comme gérant de l' "armistice", la D.C. cherche à être l'élément de médiation dialectique continue entre les intérêts des différents groupes capitalistes.

Dans les intentions de la D.C., on devra réaliser ainsi, à l'intérieur d'un processus caractérisé par des contradictions dans le dispositif bourgeois et par une forte opposition entre bourgeoisie et prolétariat, la construction "pièce par pièce" de l'Etat Impérialiste et, à la fin de ce processus, une complète intégration entre D.C. et Etat Impérialiste.

Il est clair cependant que ce processus ne se déroulera certainement pas de manière pacifique, mais prendra de plus en plus les caractères de la "guerre civile".

Ceci aussi, et surtout, par la profonde crise d'hégémonie qui contraint la bourgeoisie, ses représentations politiques et les institutions de l'Etat, à résoudre les contradictions de classe de plus en plus au moyen de la force, c'est-à-dire en utilisant l'appareil de coercition tout entier, et seulement celui-là. Le projet politique démocrate chrétien, plus particulièrement, soutenu ouvertement aussi par Tanassi, Sogno et Almirante, se propose de construire autour du bloc intégrationiste de la D.C., un "bloc historique" plus vaste et articulé, ouvertement réactionnaire et contre-révolutionnaire, fonctionnel pour la construction de l'Etat Impérialiste. On joue les élections administratives de Juin,et encore plus les prochaines élections politiques, dans cette perspective à long terme. De même que les "thèmes" dominants de la propagande politique en ces sinistres campagnes électorales n'ont pas un caractère contingent comme paraissent le croire les révisionnistes, mais sont eux aussi une étape de la construction "pièce par pièce" de l'Etat Impérialiste.

A cet égard, la question de l' "ordre public" et de la guerre à la "criminalité politique" fait figure d'emblême, car elle vise moins à une augmentation des voix, qu'à la militarisation préventive du territoire et de la lutte de classe, ou bien c'est un instrument direct de la nécessité de reconstruire un cadre des valeurs de masse qui consentent à la restructuration et à la concentration de tous les pouvoirs de l'Etat dans la perspective de la guerre civile contre-révolutionnaire.

Parce que c'est la voie, l'unique voie que la D.C. indique et suit pour faire front à la crise de régime.

Au-delà des apparences "conciliaires", ce que veut la D.C., c'est un conflit entre les forces révolutionnaires et progressistes et le bloc historique contre-révolutionnaire. Elle cherche une fente verticale qui marginalise et anéantisse les forces hostiles à la restructuration impérialiste de l'Etat de Régime. Elle propose de garantir aux patrons des multinationales impérialistes :

1) Un renforcement des structures et de l'organe militaire dans les deux sens de fonctionnalisation aux projets de l'O.T.A.N. et de spécialisation anti-guérilla contre la subversion interne ;

2) La création d'une "magistrature de régime" et le raidissement des mesures pénales sur les chapitres particulièrement inhérent à la guerre de classe, de la législation sur la détention d'armes à celle sur la détention préventive, l'arrestation, les frontières, les peines exemplaires pour les militants révolutionnaires ;

3) L'adoption de mesures "préventives" comme la militarisation des grandes villes, des institutions, des hommes les plus exposés du régime.

Et plus généralement, justement pour réaliser ces objectifs avec le plus petit nombre de contradictions, elle vise à une réforme constitutionnelle précise, à l'élection directe du président de la République et à une augmentation décisive du pouvoir de l'Exécutif : en bref, à la "République présidentielle".

Restructurer l'Etat pour battre le mouvement ouvrier sur le terrain de la guerre civile, tel est l'essentiel du projet politique démocrate-chrétien.

LE PACTE CORPORATIF

La tentative de construire des liens corporatifs entre la

classe dirigeante du régime et les organisations syndicales des travailleurs joue un rôle plus important qu'on ne le croit pour la formation de l'Etat Impérialiste.

Agnelli, en tant que porte-parole du patronat tout entier, l'avait prévu dans son premier discours comme Président de la Confindustria, quand il soutenait la nécessité d' "en venir à un pacte social qui, trente ans après Avril 45, redéfinisse les objectifs nationaux du peuple italien en vue des années 80-90. Il ne s'agit cependant pas d'un pacte entre syndicats-patronat et gouvernement".

Il l'a également confirmé cette année : "la dureté de la crise économique, ses complications d'ordre social et l'exigence d'un prompt retour au développement, donnent à l'organisation industrielle des objectifs de caractère général qui sont en grande partie communs aux organisations des travailleurs. Je pense que syndicats et patronat se trouvent devant le même problème : celui de la construction d'un cadre général, fait de choix et de directions qui favorisent non pas la consommation passive, les rentes, et l'accumulation parasitaire, mais bien l'initiative et la capacité". Donc, selon Agnelli, les plus grandes forces industrielles-multinationales du pays devraient assumer une responsabilité plus directe dans la gestion du pouvoir en fixant une série de principes politiques et de solutions techniques pour réaliser une gestion commune de la crise aujourd'hui, et de la reprise, demain, avec les confédérations syndicales et le gouvernement.

Ce qui nous intéresse, c'est qu'on justifie le "pacte social" non pas dans une fonction "anticonjoncturelle", donc comme accord tactique, mais comme exigence anticipée et, par conséquent, comme projet de stabilisation pour les années 80 !

On peut définir ainsi l'opération d'emprisonnement que cela présuppose : incorporation organique de la classe ouvrière dans le capital et dans l'Etat. Il s'ensuit la logique que la classe ouvrière, pour se sauver, doit sauver le patron ; pour sauver le patron, doit sauver l'Etat ; pour sauver l'Etat, doit assumer les coûts économiques de la reconversion de la production et les sacrifices de la restructuration impérialiste. C'est une logique misérable et il faut en tenir compte uniquement parce qu'elle est faite justement par les directions des syndicats et du Parti Communiste.

Les argumentations pour la justification du "pacte corporatif" sont fausses en ceci :

- on identifie l'intérêt ouvrier avec l'intérêt de développement du grand capital des multinationales, et l'intérêt des multinationales avec l'intérêt national ;

- on introduit habilement par une disposition réformiste, l'exigence de reconversion productive du grand capital.

Le "pacte corporatif" en ce qui concerne l'usine veut cacher une réalité que les avant-gardes ouvrières appellent depuis des années "fascisme d'usine", c'est-à-dire une restructuration du cycle et de l'organisation du travail avec ses revers :

a) Rupture de la rigidité de la force-travail (mobilité : destruction systématique des noyaux d'avant-garde ; utilisation plus grande des installations ; intensification de l'exploitation) ;

b) Militarisation de l'appareil de domination (corporatisation des dirigeants, des cadres, des chefs ; syndicalisme jaune ; utilisation des fascistes pour les "travaux de basse oeuvre" ; espionnage).

Quant à la lutte ouvrière, une conséquence décisive du "pacte" est donc une conception plus moderne de la répression : syndicaliste et flic, espionnage patronal et contrôle syndical se fondent en un but unique d'anéantissement de l'autonomie et de l'opposition.

La tendance, déjà démontrée dans de nombreuses usines où la lutte autonome est particulièrement incisive, qui voit les représentants syndicaux et les directions du personnel engagés à collaborer pour l'identification des "provocateurs" avec pour objectif spécifique leur élimination par le licenciement ou la dénonciation à la magistrature, cette tendance en est un exemple.

En substance, cette proposition corporatiste est résolument réactionnaire. Elle préfigure une dictature féroce dans les conflits des forces de classe révolutionnaire ; et, dans la mesure où elle s'affirme à l'usine, elle tend à se projeter sur le terrain politique général en fermant tout espace à la guerre de classe révolutionnaire.

LE "COMPROMIS HISTORIQUE"

La gauche officielle ne comprend pas les profondes transformations structurelles et politiques qui s'accomplissent sous l'égide de la D.C. et de la Confindustria à l'intérieur de la contre-révolution globale impérialiste.

Le P.C.I. surtout montre son incapacité à indiquer une stratégie alternative de classe. La ligne rappelée au XIVème Congrès en est une évidente démonstration. Les données de la "stratégie" du Compromis Historique sont rendues caduques pour deux raisons : le caractère partisan de la guerre à outrance de l'impérialisme et le caractère réactionnaire et impérialiste de la D.C.

Berlinguer, ce Kautski de 1916, indique comme tendance au niveau mondial, et même justifie par le comportement des U.S.A., la politique de la "coexistence" et de la "coopération", allant jusqu'à prophétiser "un système de coopération et d'intégration assez vaste pour dépasser progressivement la logique de l'impérialisme et du capitalisme et renfermer les aspects les plus différents du développement économique et civil de l'humanité entière".

Pour Berlinguer, il n'y a pas antagonisme entre impérialisme, social-impérialisme et révolution, mais des contradictions sur la voie d'une solution "pacifique" et "civile".

La réalité le dément.

La tendance générale, aujourd'hui, dans le monde est celle qu'indiquent les camarades chinois : c'est la révolution.

Impérialisme et social-démocratie se trouvent de plus en plus souvent en contradiction ouverte et les guerres de libération des peuples connaissent de nouvelles victoires. C'est le cas au Viêt-Nam, au Cambodge, ou au Portugal.

En ce qui concerne l'Italie, l'idylle philosophico-capitaliste de Berlinguer dépasse les limites de la pudeur. Avec une opération théorique très éloignée du matérialisme historique et dialectique, il propose le "compromis avec les masses populaires catholiques", c'est-à-dire avec la D.C. dont il néglige, ou tout simplement, nie le caractère impérialiste, antinational et antipopulaire qui depuis trente ans fait

de ce parti l'âme et le cerveau de toutes les poussées réactionnaires et fascistes, de plus en plus croissantes dans le pays.

On déserte le marxisme-léninisme, on s'éloigne de l'analyse de classe à un tel point que la contradiction principale est désormais présentée comme contradiction entre "démocrates" et "antidémocrates" ; les premiers étant tous ceux qui agissent dans le milieu constitutionnel, les seconds, tous les autres, peu importe qu'ils soient fascistes, révolutionnaires ou ouvriers, qui poursuivent des objectifs de luttes "particularistes" ou "corporatifs".

La fonction que s'est assignée le P.C.I. est donc de récupérer à l'intérieur du système "démocratique" toutes les poussées antagonistes du prolétariat en les détournant en termes réformistes. En effet, le "compromis historique" ne présuppose pas une opposition stratégique à l'égard du programme de réalisation de l'Etat Impérialiste (dans l'Etat Impérialiste "démocrate-chrétien", il y aura un peu plus de flics, dans celui du P.C.I. un peu moins, mais seulement parce que chacun devra être son propre flic), mais se présente simplement comme une formule différente pour la gestion du pouvoir : de ce même pouvoir.

Le "compromis historique" ne correspond pas à un besoin politique de classe, mais, plutôt, au profit opportuniste d'une couche de classe qui tire quelques misérables avantages du renforcement du système capitaliste. Pour cette raison, le P.C.I. s'oppose désormais violemment au mouvement révolutionnaire et aux forces de classe dont il tire sa vigueur et ses ressources.

C'est pourquoi les projets révisionnistes échoueront certainement. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la fonction ambivalente que la ligne du "compromis historique" développe dans la crise du régime en une courte période :

-- d'un côté, il constitue un puissant facteur de crise politique du régime ; il inspire la terreur et accélère les contradictions dans les secteurs les plus conservateurs et les plus réactionnaires.

-- de l'autre, il évite que le pays devienne ingouvernable, c'est-à-dire qu'il fait obstacle au développement de la guerre des classes.

En effet, cela signifie que, alors que les secteurs conservateurs ou réactionnaires, préoccupés par la tournure des évènements, conçoivent et développent des projets ouvertement contre-révolutionnaires, de larges secteurs du mouvement ouvrier et populaire restent prisonniers du piège paralysant qu'est la ligne du "compromis".

Et cette ligne, en figeant les forces de classe, retarde et entrave la prise de conscience, au niveau de la masse, de la nécessité de la guerre, et ce, juste au moment où la situation est très favorable aux forces révolutionnaires.

Dès qu'on oublie que ce sont les exploités qui doivent vouloir la guerre, on est prêt pour la paix du patron !

PORTER L'ATTAQUE AU COEUR DE L'ETAT

Notre ligne, dans ce cadre général de projets et de contradictions, reste d'unifier et de renverser toute manifestation partielle de l'opposition prolétarienne en une attaque convergente au "coeur de l'Etat".

Elle commence par la considération évidente, que c'est l'Etat,

par son comportement, qui garantit et impose le projet global de restructuration et que, par conséquent, en dehors du rapport classe ouvrière-Etat, il n'y a pas, comme du reste il n'y a jamais eu, lutte révolutionnaire. L'objectif intermédiaire est l'affaiblissement et la crise définitive du régime démocrate-chrétien, prémice nécessaire pour un "virage historique" vers le communisme.

Le devoir principal de l'action révolutionnaire dans cette phase est donc la plus grande désarticulation politique possible tant du régime, que de l'Etat. C'est-à-dire le plus grand développement possible de contradictions entre les institutions, à l'intérieur de chacune d'elles entre les différents projets tactiques de solution de la crise, et à l'intérieur de chacun d'eux.

Le passage à une phase plus avancée de désarticulation militaire de l'Etat et du Régime est prématurée et donc échoue, pour deux motifs :

I) La crise politique du régime est très avancée, mais nous ne sommes pas encore près du "point de rupture" ;

2) L'accumulation des forces révolutionnaires sur le terrain de la lutte armée, même si elle a connu une grande accélération dans les deux dernières années, n'est pas encore assez puissante, par son expansion sur le territoire et sa maturité politique et militaire, pour consentir le passage à une nouvelle phase de la guerre.

La destruction de l'ennemi et la mobilisation politique et militaire des forces populaires ne peuvent qu'aller de pair.

En d'autres termes, le renforcement du pouvoir prolétarien est la condition préliminaire du passage à la phase la plus avancée de la désarticulation militaire du régime et de l'Etat ennemi.

LA GUERILLA URBAINE

A notre avis, on doit affronter la question à partir de la couche de classe qui plus que toute autre subit l'intensification de l'exploitation due aux projets de restructuration capitaliste et impérialiste.

La théorie révolutionnaire, c'est la théorie des besoins politico-militaires de "libération" de cette couche de classe. Elle seule en fait exprime en puissance, sinon encore en conscience (qui signifie "organisation"), l'universalité des intérêts de classe.

C'est seulement autour de ses besoins que peuvent être organisés et assumés les besoins des couches sociales marginalisées par le processus de restructuration et que peuvent être battues les résolutions révisionnistes, réformistes ou corporatives de cette partie de la classe ouvrière qui trouve un avantage, même moindre, dans le renforcement du système de domination impérialiste.

La guérilla urbaine joue un rôle décisif dans l'action de désarticulation politique du Régime et de l'Etat. Elle atteint directement l'ennemi et fraye un chemin au mouvement de résistance. C'est dans la guérilla que se constitue et s'articule le mouvement de résistance et le terrain de l'autonomie, et non le contraire.

Elargir ce terrain signifie en premier lieu développer l'organisation de la guérilla, sa capacité politique et militaire.

Toutes les positions qui considèrent la croissance de la guérilla comme une conséquence du développement du terrain légal ou semi-légal de "l'autonomie" sont fausses.

Il est nécessaire de faire la lumière sur ce point. Dans ce qui est défini comme "terrain de l'autonomie" s'entassent des positions très diverses. Certains, qui situent leur place dans la lutte des classes par la voie "subjective", se reconnaissent comme faisant partie de ce terrain, plus pour lui imposer ses propres problèmes et ses besoins, c'est-à-dire pour le "récupérer", si bien qu'ils expriment, aujourd'hui, une interprétation très partiale et surtout sectorielle de ses besoins.

A leur source, ils ont constitué un facteur décisif dans le processus de dépassement de l' "esprit de chapelle", mais aujourd'hui, ils risquent de finir eux-mêmes dans le cul-de-sac de ce processus.

C'est le "fétichisme de la légalité" qui prédispose à ce danger, c'est-à-dire l'incapacité de sortir de la fausse opposition entre "légalité" et "illégalité". En d'autres termes, les assemblées autonomes ne réussissent pas à poser le problème de l'organisation à partir des besoins politiques, et finissent ainsi par les délimiter dans le type d'organisations légales existantes.

Ce qui correspond à couper le pied pour le faire entrer dans la chaussure !

Certains, plus conscients de la contradiction où ils se débattent, arrivent à admettre un dualisme d'organisation et ainsi, à reproposer l'improposable théorie du "bras armé", dans la vieille logique de faillite de la 3ème Internationale.

Mais, dans cette nouvelle situation, sous peine d'extinction de leur fonction révolutionnaire, ils doivent faire un saut dialectique s'ils veulent rester fidèles à l'engagement fondamental d'organiser sur le terrain de la guerre de classe l'opposition de la couche "objectivement" révolutionnaire.

En dehors de cette perspective, il n'y a que conceptions minoritaires ou inféodées au révisionisme.

La guérilla urbaine organise le "noyau stratégique" du mouvement de classe, pas le bras armé. Dans la guérilla urbaine, il n'y a pas contradiction entre penser et agir militairement et donner la première place à la politique. Celle-ci développe son initiative révolutionnaire selon une ligne de masse politico-militaire.

Pour la guérilla, ligne de masse ne veut pas dire, comme quelqu'un l'a mal compris, "organiser le mouvement de masse sur le terrain de la lutte armée", tout au moins pas pour le moment. Dans l'immédiat, l'aspect fondamental du problème reste la construction du "Parti Combattant" comme interprète des besoins politiques et militaires de la couche de classe "objectivement" révolutionnaire et l'articulation des organismes de combat au niveau de classe sur les divers fronts de la guerre révolutionnaire.

La différence n'est pas sans importance et cela vaut la peine de l'expliquer, car elle cache une divergence sur une question primordiale : l'organisation.

Cette divergence réside dans le fait que la première thèse

aplanit jusqu'à la faire disparaître, l'organisation du "mouvement", qui, dans le même temps, gonfle jusqu'à atteindre des dimentions mythiques ; la seconde, conçoit organisation et mouvement en tant que réalités nettement distinctes en perpétuelle discussion. Le parti combattant est un parti de cadres combattants. C'est donc une unité avancée et armée de la classe ouvrière, par conséquent distincte et en même temps partie intégrante de celle-ci.

Le mouvement est une réalité complexe et hétérogène où de multiples niveaux de conscience coexistent et se combattent. Il est impensable, et impossible, d' "organiser" cette multiplicité de niveaux de conscience "sur le terrain de la lutte armée".

Parce que ce terrain, bien qu'étant stratégique, n'est pas encore le principal, parce que le noyau que constitue le parti combattant, c'est-à-dire les B.R., n'a certainement pas mûri les capacités politiques, militaires et d'organisation, nécessaires à son objectif.

Il ne s'agit pas d' "organiser le mouvement de masse sur le terrain de la lutte armée", mais d'enraciner l'organisation de la lutte armée et la conscience politique de sa nécessité historique, dans le mouvement de classe.

Cela reste le principal objectif du parti combattant actuellement dans sa période de construction. Pour l'ensemble des motifs que nous avons exposés, le niveau de combat adéquat à cette période reste celui de la propagande armée. Les objectifs principaux de l'action de propagande armée sont au nombre de trois :

-- Créer le plus grand nombre possible de contradictions politiques à l'intérieur du système ennemi, c'est-à-dire le désarticuler, l'empêcher de fonctionner.

-- Ouvrir la voie au mouvement de résistance en utilisant des terrains de combat souvent inconnus, mais non moins essentiels.

-- Organiser le niveau de classe avancé, dans le Parti ou dans des organismes de combat sur les divers fronts de la guerre.

La propagande armée réalisée à travers l'action de guérilla indique une phase de la guerre de classe, et non comme le pense quelqu'un, une "forme de lutte". A cette phase succède celle de la "guerre civile en action", où la tâche principale de l'avant-garde armée, sera de désarticuler, même militairement, et de briser la machine bureaucratique et militaire de l'Etat.

L'assaut de la prison de Casale pour la libération d'un camarade, éclaire l'idée de la propagande armée de la façon suivante :

-- il a produit une désarticulation profonde de l'Etat : renversement de la campagne de propagande, dont la tentative de nous faire passer pour "désespérés" ; échec des projets démocrates-chrétiens de "procès exemplaire" durant les élections ; accentuation des contradictions entre magistrature et C.C., entre magistrature de Milan et de Turin, entre grades supérieurs et inférieurs de la magistrature, entre D.C. et autres forces politiques, etc...

-- il a ouvert la voie au mouvement de résistance dans les deux sens : avoir réalisé un mot d'ordre du programme révolutionnaire (libération des prisonniers politiques) et aussi avoir créé un climat de confiance dans la masse des prisonniers politiques au delà des avant-gardes révolutionnaires ; avoir exploré un nouveau terrain de combat et en avoir tiré des indications et une expérience décisifs dans un proche avenir

-- il a créé les prémices pour organiser l'avant-garde révolutionnaire, enfermée dans les prisons du régime, sur un programme révolutionnaire d'attaque de l'Etat.

Maintenant, il appartient au Parti Combattant de transformer, à l'intérieur et en dehors des prisons, les prémices en structures, les puissances révolutionnaires libérées, en pouvoir prolétarien armé.

Sur quel terrain doit se développer notre initiative tactique ?

On peut le définir en trois mots d'ordre fondamentaux :

1 - ROMPRE LES LIENS CORPORATISTES ENTRE LA CLASSE DIRIGEANTE INDUSTRIELLE ET LES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS

2 - BRISER LA D.C. CENTRE POLITIQUE D'ORGANISATION DE LA REACTION ET DU TERRORISME

3 - FRAPPER L'ETAT DANS SES MAILLONS LES PLUS FAIBLES.

ROMPRE LES LIENS CORPORATISTES ENTRE LA CLASSE DIRIGEANTE INDUSTRIELLE ET LES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS

Sur le terrain de la lutte ouvrière, le noeud à défaire est aussi le point central du programme de lutte, c'est le "pacte corporatif" : le rapport Confindustria-Syndicats-Gouvernement comme axe porteur de la restructuration capitaliste et comme élément fondamental de l'Etat corporatiste impérialiste des multinationales.

Il est très important, bien qu'insuffisant dans cette perspective, d'intensifier les mouvements autonomes de lutte contre tout aspect de la restructuration, comme la Caisse d'Intégration, la mobilité du travail, les licenciements et l'intensification forcenée de l'exploitation.

Ces niveaux de lutte se situent dans la direction juste et assument un caractère offensif, dans la mesure où ils réussissent à briser la "cage" syndicale et à mettre en échec, c'est-à-dire à miner, la capacité de contrôle des Confédérations.

Mais l'attaque doit surtout être étendue à la structure politico-militaire du commandement ; parce que la Confindustria réformée est le principal centre de l'initiative patronale ; parce qu'elle se sert des organisations "syndicales" des dirigeants, des cadres, des petits chefs et des ouvriers à mentalité de patron, comme courroies de transmission de la nouvelle idéologie et comme centres d'organisation corporatiste.

Désarticuler à fond cette "courroie" en en expliquant la structure, les fonctionnements et les liens avec les centres de pouvoir politique et avec le projet général, est une exigence immédiate de la lutte révolutionnaire.

Jusqu'à présent, nous avons mené l'épuration au niveau de la production. Dorénavant, il sera nécessaire d'attaquer également les niveaux administratifs, dirigeants, ou directement les patrons les plus importants. Désarticuler cette trame veut dire en faire sauter la fonction politique et militaire. En effet, la tendance corporatiste porte en elle l'exigence et l'organisation de la répression violente

contre l'opposition de classe, c'est-à-dire de ceux qui refusent le suicide révisionniste. En conséquence, la fonction du commando va de plus en plus en se spécialisant aussi dans cette direction.

La récolte d'informations sur les noyaux d'avant-garde ouvrière, l'espionnage politique, l'infiltration, la provocation, et tout autre genre de travail contre-révolutionnaire sont amenés à de nouveaux niveaux d'efficacité. Il s'agit de ne pas les laisser fonctionner, de les prévoir, de les neutraliser, et de punir avec la dureté opportune quiconque assume la responsabilité de leur fonctionnement.

BRISER LA DEMOCRATIE CHRETIENNE, CENTRE POLITIQUE D'ORGANISATION DE LA REACTION ET DU TERRORISME

Sur le terrain politique, c'est la D.C. qu'il faut combattre et vaincre, parce qu'elle est le vecteur principal du projet de restructuration impérialiste de l'Etat, et le point d'unification du faisceau des forces réactionnaires et contre-révolutionnaires qui lie Fanfani à Tanassi, à Sogno, à Pacciardi, à Almirante, aux groupes terroristes.

La Démocratie Chrétienne est l'ennemi principal.

C'est le parti organique de la bourgeoisie, de la classe dominante et de l'impérialisme. C'est le centre politique d'organisation de la réaction et du terrorisme. C'est le moteur de la contre-révolution globale et le support du fascisme moderne : le fascisme impérialiste.

On ne doit pas se laisser tromper par les professions de foi "démocratique et antifasciste" parfois tenues par certains dirigeants de ce parti, parce qu'elles répondent au besoin tactique de maintenir la substitution dialectique entre "fascisme" et "antifascisme" qui permet à la D.C. de récupérer des voix en faisant croire que la "démocratie réformée", c'est-à-dire l'Etat Impérialiste, est le meilleur rempart contre le danger "fasciste".

Le problème des avant-gardes révolutionnaires est de faire la lumière sur tout le jeu en frappant les liaisons, les complicités et les projets.

La D.C. n'est pas seulement un parti, mais l'âme noire d'un régime qui depuis trente ans, opprime les masses ouvrières populaires du pays. Déclarer la nécessité d'abattre le régime et proposer dans les faits, un "compromis historique" avec la D.C. n'a pas de sens.

Bavarder sur le moyen de la "réformer" en a encore moins. Il faut liquider, battre et disperser la Démocratie Chrétienne. La défaite du régime doit entraîner avec elle cet immonde parti et l'ensemble de ses dirigeants.

Comme cela s'est passé en 45 pour le régime fasciste et le parti de Mussolini. Liquider la D.C. et son régime est la prémice indispensable pour arriver à un "tournant historique" effectif dans notre pays.

C'est le principal devoir du moment !

FRAPPER L'ETAT DANS SES MAILLONS LES PLUS FAIBLES

La question de l'Etat est celle qui nous différencie le plus des forces révisionnistes et para-révisionnistes qui travaillent inlassablement à perfectionner cette machine antiprolétarienne.

Avec Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, nous aussi, nous disons que :

"Briser la machine bureaucratique et militaire de l'Etat est la condition préliminaire à une réelle révolution prolétarienne".

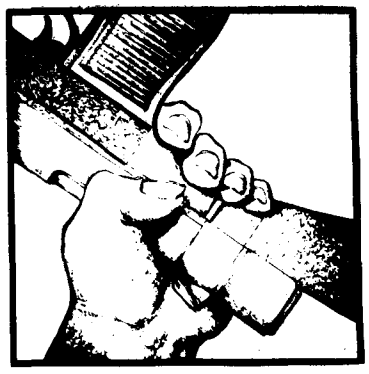
La lutte contre le corporatisme, le fascisme et le régime ne peut pas être séparée de l'action directe contre les institutions de l'Etat, et revient, dans cette phase, à leur désarticulation politique maximale.

"Désarticulation politique" et non pas "érosion propagandiste de la crédibilité démocratique" parce que cet Etat en voie de restructuration est déjà l'Etat de la guerre civile.

Pour cela, il est nécessaire d'obtenir des résultats sur le terrain de la libération des camarades détenus ; sur le terrain des représailles contre la structure militaire des prisons ; contre l'antiguérilla dans toutes ses articulations ; contre la magistrature du régime ; contre ces secteurs du journalisme qui se distinguent dans la "guerre psychologique".

L'actualité de cette perspective est plus que démontrée à travers les niveaux de l'action contre-révolutionnaire dans nos confrontations et dans les confrontations de toutes les forces qui se sont mobilisées sur le terrain de la guerre de classe ; démontrée également à travers les excellents résultats politiques qui ont suivi l'opération Sossi et l'assaut de la prison de Casale Monferrato.

Notre présence dans le mouvement révolutionnaire et notre initiative de guérilla et de construction du pouvoir prolétarien se conformeront à ces lignes. Mais il est important d'ajouter une dernière chose : il est nécessaire de surmonter toute tension particulariste et tout esprit de secte.

Nous croyons à la nécessité de "s'unir au peuple pour unir le peuple" dans la guerre de classe pour le communisme.

Nous combattons et luttons dans cette perspective pour l'unité du mouvement révolutionnaire.